



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série	140\$	" 80\$
A 2.ª série	120\$	" 70\$
A 3.ª série	120\$	" 70\$

Para o estrangeiro e colónias acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Texto da Convenção da União de Paris de 20 de Março de 1883 para a protecção da propriedade industrial, revista em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, na Haia em 6 de Novembro de 1925 e em Londres em 2 de Junho de 1934.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

De ordem superior se faz público que o Governo Português, autorizado pelo Decreto-Lei n.º 37.468, de 5 de Julho de 1949, aderiu à Convenção da União de Paris de 20 de Março de 1883 para a protecção da propriedade industrial, revista em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, na Haia em 6 de Novembro de 1925 e em Londres em 2 de Junho de 1934.

De harmonia com o disposto no artigo 16.º do citado instrumento, alínea (3), parte final, esta adesão começou a produzir os seus efeitos a partir de 7 de Novembro de 1949:

Convention de l'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

Le Président du Reich allemand; le Président du Bundesstaat d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République de Finlande; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Sérénissime le Prince de Liechtenstein; Sa Majesté le Sultan du Maroc; le Président des Etats-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République polonaise (au nom de la Pologne et de la Ville libre de Dantzig); le Président de la République portugaise; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral de la Confédération suisse; le Président de la République tchécoslovaque; Son Altesse le Bey de Tunisie; le Président de la République turque; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, portant création d'une Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président du Reich allemand: Leopold von Hoesch, Georg Klauer, Wolfgang Kühnast, Herbert Kühnemann;
Le Président du Bundesstaat d'Autriche: Hans Werner;
Sa Majesté le Roi des Belges: Daniel Coppieters de Gibson, Thomas Braun;
Le Président des Etats-Unis du Brésil: Júlio Augusto Barbosa Carneiro;
Le Président de la République de Cuba: Gabriel Suárez Solar;
Sa Majesté le Roi de Danemark: N. J. Ehrenreich-Hansen;
Le Président de la République d'Espagne: Ramón Pérez de Ayala, Fernando Cabello Lapiedra, José García Monge y de Vera;
Le Président des Etats-Unis d'Amérique: Conway P. Coe, Thomas Ewing, John A. Dienger;
Le Président de la République de Finlande: Juho Frederik Kautola;
Le Président de la République française:

Au nom de la République française: Marcel Plaisant, Roger Cambon, Georges Lainel, Georges Maillard;
Au nom des Etats de Syrie et du Liban: Marcel Plaisant;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord: Frederik William Leith-Ross, Mark Frank Lindley, William Smith Jarratt;
Pour le Commonwealth d'Australie: Bernhard Wallach;
Pour l'Etat libre d'Irlande: John W. Dulanty, Edward A. Cleary;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie: Zoltán Schilling;
Sa Majesté le Roi d'Italie: Eduardo Piola Caselli, Amedeo Giannini, Luigi Biamonti, Alfredo Janzoni Sebastianini;
Sa Majesté l'Empereur du Japon: Massa-aki Hotta, Takatsugu Yoshiwara;
Son Altesse Sérénissime le Prince de Liechtenstein: Walther Kraft;

Sa Majesté le Sultan du Maroc: Vicomte de Poulpique du Halgouët;
 Le Président des Etats-Unis du Mexique: Gustavo Luders de Negri;
 Sa Majesté le Roi de Norvège: Birger Gabriel Wyller;
 Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: J. Alingh Prins, J. van Hettinga Tromp, A. D. Koeleman, H. F. van Walsem;
 Le Président de la République polonaise (au nom de la Pologne et de la Ville libre de Dantzig):
 Au nom de la République polonaise: Stefan Czaykowski;
 Au nom de la Ville libre de Dantzig: Stefan Czaykowski;

Le Président de la République portugaise: João de Lebre e Lima, Artur de Melo Quintela Saldaña;
 Sa Majesté le Roi de Suède: Carl Birger Lindgren, Ake v. Zweigbergk;
 Le Conseil fédéral de la Confédération suisse: Walther Kraft;
 Le Président de la République tchécoslovaque: Karel Skala, Otto Parsch;
 Son Altesse le Bey de Tunisie: Charles Billecocq;
 Le Président de la République turque: Ali Fethi Bey;
 Sa Majesté le Roi de Yougoslavie: Janko Choumane;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1

- (1) Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.
- (2) La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.
- (3) La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.
- (4) Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

ARTICLE 2

- (1) Les ressortissants de chacun des pays contractants jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.
- (2) Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

(3) Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays contractants relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 3

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

ARTICLE 4

A. — (1) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

(2) Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la loi intérieure de chaque pays de l'Union ou de traités internationaux conclus entre plusieurs pays de l'Union.

B. — En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque, et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers ni aucune possession personnelle. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la première demande qui sert de base au droit de priorité sont réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays de l'Union.

C. — (1) Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

(2) Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

(3) Si le dernier jour du délai est un jour férié légal, ou un jour où le Bureau n'est pas ouvert pour recevoir le dépôt des demandes dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

D. — (1) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

(2) Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

(3) Les pays de l'Union pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'Administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute légalisation, et elle pourra en tous cas être déposée, exempte de frais, à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette Administration et d'une traduction.

(4) D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays de l'Union déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

(5) Ultérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

E.—(1) Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins ou modèles industriels.

(2) En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

F.—Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une demande de brevet pour le motif qu'elle contient la revendication de priorités multiples, à la condition qu'il y ait unité d'invention au sens de la loi du pays.

G.—Si l'examen révèle qu'une demande de brevet est complexe, le demandeur pourra diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires en conservant comme date de chacune la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

H.—La priorité ne peut être refusée pour le motif que certains éléments de l'invention pour lesquels on revendique la priorité ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande au pays d'origine, pourvu que l'ensemble des pièces de la demande révèle d'une façon précise lesdits éléments.

ARTICLE 4-bis

(1) Les brevets demandés dans les différents pays contractants par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

(2) Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

(3) Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

(4) Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

(5) Les brevets obtenus avec le bénéfice de la priorité jouiront dans les différents pays de l'Union d'une durée égale à celle dont ils jouiraient s'ils étaient demandés ou délivrés sans le bénéfice de la priorité.

ARTICLE 4-ter

L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

ARTICLE 5

A.—(1) L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union n'entraînera pas la déchéance.

(2) Toutefois, chacun des pays de l'Union aura la faculté de prendre les mesures législatives nécessaires pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

(3) Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance du brevet que si la concession de licences obligatoires ne suffisait pas pour prévenir ces abus.

(4) En tout cas, la concession d'une licence obligatoire ne pourra pas être demandée avant l'expiration de trois années à compter de la date de la délivrance du

brevet, et cette licence ne pourra être accordée que si le breveté ne justifie pas d'excuses légitimes. Aucune action en déchéance ou en révocation d'un brevet ne pourra être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.

(5) Les dispositions qui précèdent seront applicables, sous réserve des modifications nécessaires, aux modèles d'utilité.

B.—La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une déchéance quelconque, soit pour défaut d'exploitation, soit pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

C.—(1) Si dans un pays l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

(2) L'emploi d'une marque de fabrique ou de commerce, par le propriétaire, sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée dans l'un des pays de l'Union n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque.

(3) L'emploi simultané de la même marque sur des produits identiques ou similaires, par des établissements industriels ou commerciaux considérés comme copropriétaires de la marque d'après les dispositions de la loi nationale du pays où la protection est réclamée, n'empêchera pas l'enregistrement, ni ne diminuera d'aucune façon la protection accordée à ladite marque dans n'importe quel pays de l'Union, pourvu que ledit emploi n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur et qu'il ne soit pas contraire à l'intérêt public.

D.—Aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce, ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.

ARTICLE 5-bis

(1) Un délai de grâce, qui devra être au minimum de trois mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

(2) Pour les brevets d'invention, les pays contractants s'engagent, en outre, soit à porter le délai de grâce à six mois au moins, soit à prévoir la restauration du brevet tombé en déchéance par suite de non paiement de taxes, ces mesures restant soumises aux conditions prévues par la législation intérieure.

ARTICLE 5-ter

Dans chacun des pays contractants ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté :

1° L'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire ;

2° L'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

ARTICLE 6

A.—Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de

l'Union sous les réserves indiquées ci-après. Ces pays pourront exiger, avant de procéder à l'enregistrement définitif, la production d'un certificat d'enregistrement au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente. Aucune légalisation ne sera requise pour ce certificat.

B. — (1) Toutefois, pourront être refusées ou invalidées :

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée ;

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée. Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque ;

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public, notamment celles qui sont de nature à tromper le public. Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

(2) Ne pourront être refusées dans les autres pays de l'Union les marques de fabrique ou de commerce pour le seul motif qu'elles ne diffèrent des marques protégées dans le pays d'origine que par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif et ne touchant pas à l'identité des marques dans la forme sous laquelle celles-ci ont été enregistrées audit pays d'origine.

C. — Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement, le pays de l'Union où il a son domicile, et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

D. — Lorsqu'une marque de fabrique ou de commerce aura été régulièrement enregistrée dans le pays d'origine, puis dans un ou plusieurs autres pays de l'Union, chacune de ces marques nationales sera considérée, dès la date à laquelle elle aura été enregistrée, comme indépendante de la marque dans le pays d'origine, pourvu qu'elle soit conforme à la législation intérieure du pays d'importation.

E. — En aucun cas le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

F. — Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'article 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

ARTICLE 6-bis

(1) Les pays de l'Union s'engagent à refuser ou à invalider, soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui constitue la reproduction, l'imitation ou la traduction, susceptibles de créer une confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'une personne admise à bénéficier de la présente Convention et utilisée pour des produits identiques ou similaires. Il en sera de même lorsque la partie essentielle de la marque constitue la reproduction d'une telle marque notoire-

ment connue ou une imitation susceptible de créer une confusion avec celle-ci.

(2) Un délai minimum de trois ans devra être accordé pour réclamer la radiation de ces marques. Le délai courra de la date de l'enregistrement de la marque.

(3) Il ne sera pas fixé le délai pour réclamer la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi.

ARTICLE 6-ter

(1) Les pays contractants conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marques de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'Etat des pays contractants, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

(2) L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans le cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

(3) Pour l'application de ces dispositions les pays contractants conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'Etat, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays contractant mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

(4) Tout pays contractant pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, au pays intéressé ses objections éventuelles.

(5) Pour les emblèmes d'Etat notoirement connus les mesures prévues à l'alinéa (1) s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après la signature du présent Acte.

(6) Pour les emblèmes d'Etat qui ne seraient pas notoirement connus, et pour les signes et poinçons officiels, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue par l'alinéa (3).

(7) En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant la signature du présent Acte et comportant des emblèmes d'Etat, signes et poinçons.

(8) Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'Etat, signes et poinçons de leur pays pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

(9) Les pays contractants s'engagent à interdire l'usage non autorisé dans le commerce des armoiries d'Etats des autres pays contractants, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

(10) Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du n° 3° de l'alinéa (1) B de l'article 6, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, décorations et autres emblèmes d'Etat ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union.

ARTICLE 6-quater

(1) Lorsque, conformément à la législation d'un pays de l'Union, la cession d'une marque n'est valable que si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce auquel la marque appartient, il suffira, pour que cette validité soit admise, que

la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce située dans ce pays soit transmise au cessionnaire avec le droit exclusif d'y fabriquer ou d'y vendre les produits portant la marque cédée.

(2) Cette disposition n'impose pas aux pays de l'Union l'obligation de considérer comme valable le transfert de toute marque dont l'usage par le cessionnaire serait, en fait, de nature à induire le public en erreur, notamment en ce qui concerne la provenance, la nature ou les qualités substantielles des produits auxquels la marque est appliquée.

ARTICLE 7

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

ARTICLE 7-bis

(1) Les pays de l'Union s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

(2) Chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une marque collective sera protégée et il pourra refuser la protection si cette marque est contraire à l'intérêt public.

(3) Cependant, la protection de ces marques ne pourra être refusée à aucune collectivité dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, pour le motif qu'elle n'est pas établie dans le pays où la protection est requise ou qu'elle n'est pas constituée conformément à la législation de ce pays.

ARTICLE 8

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9

(1) Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

(2) La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

(3) La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

(4) Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

(5) Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

(6) Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10

(1) Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

(2) Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué, soit dans le pays où la fausse indication de provenance est employée.

ARTICLE 10-bis

(1) Les pays de l'Union sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

(2) Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

(3) Notamment devront être interdits :

1° Tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;

2° Les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent.

ARTICLE 10-ter

(1) Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10-bis.

(2) Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant l'industrie ou le commerce intéressé et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leur pays d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10-bis, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

ARTICLE 11

(1) Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figurent aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

(2) Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4. Si plus tard le droit de priorité est invoqué, l'Administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.

(3) Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE 12

(1) Chacun des pays de l'Union s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

(2) Ce service publiera une feuille périodique officielle. Il publiera régulièrement :

a) Les noms des titulaires des brevets délivrés, avec une brève désignation des inventions brevetées;

b) Les reproductions des marques enregistrées.

ARTICLE 13

(1) L'Office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

(2) La langue officielle du Bureau international est la langue française.

(3) Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

(4) Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les Administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

(5) Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Le directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel, qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

(6) Les dépenses du Bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de 120.000 francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée, au besoin, par décision unanime d'une des conférences prévues à l'article 14.

(7) Les dépenses ordinaires ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des conférences de Plénipotentiaires ou administratives, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications effectués conformément aux décisions d'une conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra dépasser 20.000 francs suisses, seront répartis entre les pays de l'Union proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau international, suivant les dispositions de l'alinéa (8) ci-après.

(8) Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

	Unités
1 ^{re} classe	25
2 ^e classe	20
3 ^e classe	15
4 ^e classe	10
5 ^e classe	5
6 ^e classe	3

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

(9) Chacun des pays de l'Union désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois chaque pays de l'Union pourra déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

(10) Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui, sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ARTICLE 14

(1) La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

(2) A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays contractants entre les délégués desdits pays.

(3) L'Administration du pays où doit siéger la conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette conférence.

(4) Le directeur du Bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

ARTICLE 15

Il est entendu que les pays contractants se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 16

(1) Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

ARTICLE 16-bis

(1) Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention est applicable à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté, et la Convention s'appliquera à tous les territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays de l'Union, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification. A défaut de cette notification, la Convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

(2) Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente Convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la Convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

(3) Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas (1) et (2) du présent article, seront communiquées par ce Gouvernement à tous les pays de l'Union.

ARTICLE 17

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 17-bis

(1) La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

(2) Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays contractants.

ARTICLE 18

(1) Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Londres au plus tard le 1^{er} juillet 1938. Il entrera en vigueur, entre les pays au nom desquels il aura été ratifié, un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur, entre ces pays, un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

(2) Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16.

(3) Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, la Convention d'Union de Paris de 1883 et les Actes de revision subséquents.

(4) En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique la Convention d'Union de Paris révisée à La Haye en 1925, cette dernière restera en vigueur.

(5) De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni la Convention d'Union de Paris révisée à La Haye, la Convention d'Union de Paris révisée à Washington en 1911 restera en vigueur.

ARTICLE 19

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays de l'Union.

Fait à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne :

Hoesch.
Georg Klauer.
Wolfgang Kühnast.
Herbert Kühnemann.

Pour l'Autriche :

Dr. Hans Werner.

Pour la Belgique :

Coppieters de Gibson.
Thomas Braun.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

J. A. Barbosa Carneiro.

Pour Cuba :

Gabriel Suárez Solar.

Pour le Danemark :

N. J. Ehrenreich-Hansen.

Pour l'Espagne :

Ramón Pérez de Ayala.
Fernando Cabello Lapiedra.
José García Monge.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Conway P. Coe.
John A. Dienner.
Thomas Ewing.

Pour la Finlande :

J. Kautola.

Pour la France :

Marcel Plaisant.
Roger Cambon.
Georges Lainel.
Georges Maillard.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

F. W. Leith-Ross.
M. F. Lindley.
William S. Jarratt.

Pour l'Australie :

B. Wallach.

Pour la Hongrie :

Zoltán Schilling.

Pour l'Italie :

Eduardo Piola Cuselli.
Luigi Biamonti.
Alfredo Jannoni Sebastianini.

Pour le Japon :

M. Hotta.
Takatsugu Yoshiwara.

Pour le Liechtenstein :

W. Kraft.

Pour le Maroc :

Halgouët.

Pour les Etats-Unis du Mexique :

Luders de N.

Pour la Norvège :

B. G. Wyller.

Pour les Pays-Bas :

J. Alingh Prins.
J. van Hettinga Tromp.
A. D. Koeleman.
H. F. van Walsem.

Pour la Pologne :

Stefan Czaykowski.

Pour le Portugal :

João de Lebre e Lima.
Artur de Melo Quintela Saldanha.

Pour la Suède :

Birger Lindgren.
Ake v. Zweigbergk.

Pour la Suisse :

W. Kraft.

Pour la Syrie et le Grand Liban :

Marcel Plaisant.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr. Karel Skala.
Dr. Otto Parsch.

Pour la Tunisie :

C. Billecocq.

Pour la Turquie :

A. Fethi.

Pour la Yougoslavie :

Dr. Janko Choumane (Suman).

(Tradução)

Convenção da União de Paris de 20 de Março de 1883 para a protecção da propriedade industrial, revista em Bruxelas a 14 de Dezembro de 1900, em Washington a 2 de Junho de 1911, na Haia a 6 de Novembro de 1925 e em Londres a 2 de Junho de 1934.

O Presidente do Reich Alemão; o Presidente da República Austriaca; Sua Majestade o Rei dos Belgas; o Presidente dos Estados Unidos do Brasil; o Presidente da República de Cuba; Sua Majestade o Rei da Dinamarca; o Presidente da República de Espanha; o Presidente dos Estados Unidos da América; o Presidente da República da Finlândia; o Presidente da República Francesa; Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de Além-Mar, Imperador das Índias; Sua Alteza Sereníssima o Regente do Reino da Hungria; Sua Majestade o Rei de Itália; Sua Majestade o Imperador do Japão; Sua Alteza Sereníssima o Príncipe de Liechtenstein; Sua Majestade o Sultão de Marrocos; o Presidente dos Estados Unidos do México; Sua Majestade o Rei da Noruega; Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos; o Presidente da República da Polónia (em nome da Polónia e da Cidade Livre de Dantzig); o Presidente da República Portuguesa; Sua Majestade o Rei da Suécia; o Conselho Federal da Confederação Suíça; o Presidente da República Checoslovaca; Sua Alteza o Bei de Tunes; o Presidente da República Turca; Sua Majestade o Rei da Jugoslávia,

Tendo julgado útil introduzir certas modificações e aditamentos à Convenção Internacional de 20 de Março de 1883, que criou uma União Internacional para a Protecção da Propriedade Industrial, revista em Bruxelas a 14 de Dezembro de 1900, em Washington a 2 de Junho de 1911 e na Haia a 6 de Novembro de 1925, nomearam por seus Plenipotenciários, a saber :

- O Presidente do Reich Alemão: Leopold von Hoesch, Georg Klauer, Wolfgang Kühnast, Herbert Kühnemann;
- O Presidente da República Austriaca: Hans Werner;
- Sua Majestade o Rei dos Belgas: Daniel Coppeters de Gibson, Thomas Braun;
- O Presidente dos Estados Unidos do Brasil: Júlio Augusto Barbosa Carneiro;

- O Presidente da República de Cuba: Gabriel Suárez Solar;
- Sua Majestade o Rei da Dinamarca: N. J. Ehrenreich-Hansen;
- O Presidente da República de Espanha: Ramón Pérez de Ayala, Fernando Cabello Lapiedra, José García Monge y de Vera;
- O Presidente dos Estados Unidos da América: Conway P. Coe, Thomas Ewing, John A. Dienger;
- O Presidente da República da Finlândia: Juho Frederik Kautola;
- O Presidente da República Francesa:

Pela República Francesa: Marcel Plaisant, Roger Cambon, Georges Lainel, Georges Mailard;

Pela Síria e pelo Líbano: Marcel Plaisant;

Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de Além-Mar, Imperador das Índias:

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte: Frederik William Leith-Koss, Mark Frank Lindley, William Smith Jarratt;

Pela Austrália: Bernhard Wallach;

Pelo Estado Livre da Irlanda: John W. Dulanty, Edward A. Cleary;

Sua Alteza Sereníssima o Regente da Hungria: Zoltán Schilling;

Sua Majestade o Rei de Itália: Eduardo Piola Caselli, Amedeo Giannini, Luigi Biamonti, Alfredo Jannoni Sebastianini;

Sua Majestade o Imperador do Japão: Massa-aki Hotta, Takatsugu Yoshiwara;

Sua alteza Sereníssima o Príncipe de Liechtenstein: Walther Kraft;

Sua Majestade o Sultão do Marrocos: Vicomte do Poulpique du Halgouët;

O Presidente dos Estados Unidos do México: Gustavo Luders de Negri;

Sua Majestade o Rei da Noruega: Birger Gabriel Wyller;

Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos: J. Alingh Prins, J. van Hettinga Tromp, A. D. Koeleman, H. F. van Walsem;

O Presidente da República da Polónia (em nome da Polónia e da Cidade Livre de Dantzig):

Em nome da República da Polónia: Stefan Czaykowski;

Em nome da Cidade Livre de Dantzig: Stefan Czaykowski;

O Presidente da República Portuguesa: João de Lebre e Lima, Artur de Melo Quintela Saldanha;

Sua Majestade o Rei da Suécia: Carl Birger Lindgren, Ake v. Zweigbergk;

O Conselho Federal da Confederação Suíça: Walther Kraft;

O Presidente da República Checoslovaca: Karel Skala, Otto Parsch;

Sua Alteza o Bei de Tunes: Charles Billecocq;

O Presidente da República Turca: Ali Fethi Bey;

Sua Majestade o Rei da Jugoslávia: Janko Choumane.

Os quais, depois de terem comunicado os seus respectivos plenos poderes, que reconheceram acharem-se em boa e devida forma, convieram nos artigos seguintes:

ARTIGO 1.º

(1) Os países a que se aplica a presente Convenção constituem-se em União para a protecção da propriedade industrial.

(2) A protecção da propriedade industrial tem por objecto as patentes de invenção, os modelos de utilidade, os desenhos ou modelos industriais, as marcas de fábrica ou de comércio, o nome comercial e as indicações de proveniência ou denominações de origem, bem como a repressão da concorrência desleal.

(3) A propriedade industrial entende-se na mais larga aceção e aplica-se não só à indústria e ao comércio propriamente ditos, mas também às indústrias agrícolas e extractivas e a todos os produtos fabricados ou naturais, por exemplo: vinhos, cereais, tabaco em folha, frutos, animais, minérios, águas minerais, cerveja, flores e farinhas.

(4) Entre as patentes de invenção compreendem-se as diversas espécies de patentes industriais admitidas nas legislações dos países da União, tais como patentes de importação, patentes de aperfeiçoamento, patentes e certificados de adição, etc.

ARTIGO 2.º

(1) Os nacionais de cada um dos países da União gozarão em todos os outros países da União, no que respeita à protecção da propriedade industrial, das vantagens que as leis respectivas concedem actualmente ou venham a conceder no futuro aos nacionais, sem prejuízo dos direitos especialmente previstos na presente Convenção. Por consequência, terão a mesma protecção que estes e o mesmo recurso legal contra qualquer ofensa dos seus direitos, desde que observem as condições e formalidades impostas aos nacionais.

(2) Nenhuma condição de domicílio ou de estabelecimento no país em que a protecção é reclamada pode, porém, ser exigida dos nacionais da União para o efeito de gozarem de qualquer dos direitos de propriedade industrial.

(3) Ressalvam-se expressamente as disposições da legislação de cada um dos países da União relativas ao processo judicial e administrativo, à competência, à escolha de domicílio e à constituição de mandatário, exigidas pelas leis de propriedade industrial.

ARTIGO 3.º

São equiparados aos nacionais da União os nacionais dos países a ela estranhos que estejam domiciliados ou possuam estabelecimentos industriais ou comerciais efectivos e não fictícios no território de um dos países da União.

ARTIGO 4.º

A.—(1) Aquele que tiver apresentado, em termos, pedido de patente de invenção, de depósito de modelo de utilidade ou de desenho ou modelo industrial ou de registo de marca de fábrica ou de comércio num dos países da União, ou o seu sucessor, gozará, para apresentar o pedido nos outros países, do direito de prioridade durante os prazos adiante fixados.

(2) O direito de prioridade pode fundar-se em qualquer pedido com o valor de pedido nacional regular, formulado nos termos da lei interna de cada país da União ou de tratados internacionais celebrados entre diversos países da União.

B.— Em consequência, o pedido apresentado ulteriormente num dos outros países da União antes de expirarem aqueles prazos não poderá ser invalidado por factos verificados no intervalo, designadamente por outro pedido, pela publicação da invenção ou sua exploração, pela exposição à venda de exemplares do desenho ou modelo ou pelo uso da marca, e esses factos não poderão servir de fundamento a qualquer direito de terceiros ou posse. Os direitos adquiridos por terceiros antes da data da apresentação do primeiro pedido que serve de base ao direito de prioridade são ressalvados nos termos da lei interna de cada país da União.

C.—(1) Os prazos de prioridade atrás mencionados serão de doze meses para as invenções e modelos de utilidade e de seis meses para os desenhos ou modelos industriais e marcas de fábrica ou de comércio.

(2) Estes prazos correm a partir da data da apresentação do primeiro pedido; o dia da apresentação não é contado.

(3) Se o último dia do prazo for dia feriado legal ou dia em que a secretaria não se encontre aberta para receber a apresentação dos pedidos no país em que a protecção é requerida, o prazo será prorrogado até ao primeiro dia útil que se seguir.

D.—(1) Quem quiser prevalecer-se da prioridade de apresentação anterior deve formular declaração em que indique a data e o país dessa apresentação. Cada país fixará o momento até ao qual esta declaração deverá ser formulada.

(2) Estas indicações serão mencionadas nas publicações emanadas da Administração competente, designadamente nas patentes e suas descrições.

(3) Os países da União poderão exigir do que fizer uma declaração de prioridade a junção de uma cópia do pedido (descrição, desenhos, etc.) apresentado anteriormente. A cópia, autenticada pela Administração que tiver recebido esse pedido, será dispensada de qualquer legalização e poderá, em todo o caso, ser apresentada, sem encargos, em qualquer momento no prazo de três meses a contar da data da apresentação do pedido ulterior. Poderá exigir-se que seja acompanhada de certificado da data da apresentação emanado dessa Administração e de uma tradução.

(4) Para a declaração de prioridade nenhuma outra formalidade poderá exigir-se no momento da apresentação do pedido. Cada país da União determinará quais as consequências da omissão das formalidades previstas no presente artigo, as quais não poderão exceder a perda do direito de prioridade.

(5) Ulteriormente poderão exigir-se outras justificações.

E.—(1) Quando um desenho ou modelo industrial for apresentado num país em virtude de um direito de prioridade fundado na apresentação de um modelo de utilidade, o prazo de prioridade será o fixado para os desenhos ou modelos industriais.

(2) Além disso, é permitido apresentar num país um modelo de utilidade em virtude de um direito de prioridade fundado na apresentação de um pedido de patente e vice-versa.

F.—Nenhum país da União poderá recusar um pedido de patente pelo motivo de conter a reivindicação de prioridades múltiplas, desde que exista unidade de invenção no sentido definido pela lei do país.

G.—Se o exame revelar que um pedido de patente é complexo, poderá o requerente dividir o pedido em certo número de pedidos divisionários, cada um dos quais conservará a data do pedido inicial e, se for caso disso, o benefício do direito de prioridade.

H.—A prioridade não pode ser recusada com o fundamento de que certos elementos da invenção para os quais se reivindica a prioridade não figuram entre as reivindicações formuladas no pedido apresentado no país de origem, contanto que o conjunto das peças do pedido revele de maneira precisa aqueles elementos.

ARTIGO 4.º-bis

(1) As patentes requeridas nos diferentes países da União por nacionais da União serão independentes das patentes obtidas para a mesma invenção nos outros países, aderentes ou não à União.

(2) Esta disposição deve entender-se de maneira absoluta, designadamente no sentido de que as patentes pedidas durante o prazo de prioridade são independentes,

tanto do ponto de vista das causas de nulidade e de caducidade como do ponto de vista da duração normal.

(3) Aplica-se a todas as patentes existentes à data da sua entrada em vigor.

(4) O mesmo sucederá, no caso de acesso de novos países, a umas e outras patentes que existam à data do acesso.

(5) As patentes obtidas com o benefício da prioridade gozarão, nos diferentes países da União de duração igual àquela de que gozariam se fossem pedidas ou concedidas sem o benefício da prioridade.

ARTIGO 4.º-ter

O inventor tem o direito de ser como tal mencionado na patente.

ARTIGO 5.º

A.—(1) A introdução, pelo titular da patente, no país em que esta foi concedida, de objectos fabricados em qualquer dos países da União não constitui fundamento de caducidade.

(2) Cada um dos países da União terá, porém, a faculdade de adoptar as providências legislativas necessárias para evitar os abusos que poderiam resultar do exercício do direito exclusivo conferido pela patente, como, por exemplo, a falta de exploração.

(3) Essas providências só poderão incluir a caducidade da patente no caso de a concessão de licenças obrigatórias não bastar para evitar tais abusos.

(4) Em qualquer caso, a concessão de licença obrigatória não poderá ser pedida antes de decorridos três anos a contar da data da concessão da patente, e essa licença só poderá ser concedida se o titular da patente não se justificar devidamente. Antes de decorridos dois anos sobre a data da concessão da primeira licença obrigatória não poderá ser proposta acção de declaração de caducidade ou revogação da patente.

(5) As disposições precedentes aplicar-se-ão, com as modificações necessárias, aos modelos de utilidade.

B.—A protecção dos desenhos e modelos industriais não caducará por falta de exploração nem por introdução de objectos semelhantes àqueles que se encontram protegidos.

C.—(1) Se num país o uso da marca registada for obrigatório, o registo só poderá ser anulado depois de decorrido um prazo razoável e se o respectivo titular não justificar a sua inacção.

(2) O uso, pelo proprietário, de uma marca de fábrica ou de comércio por forma que difere, quanto a elementos que não alteram o carácter distintivo da marca, da forma por que esta foi registada num dos países da União não implicará a anulação do registo nem diminuirá a protecção que lhe foi concedida.

(3) O uso simultâneo da mesma marca em produtos idênticos ou semelhantes por estabelecimentos industriais ou comerciais considerados proprietários da marca nos termos da lei interna do país em que a protecção é requerida não obstará ao registo nem diminuirá de maneira alguma a protecção concedida à mesma marca em qualquer dos países da União, contanto que o dito uso não tenha por efeito induzir o público em erro nem seja contrário ao interesse público.

D.—Para o reconhecimento do direito não será exigido no produto qualquer sinal ou menção da patente, do depósito do modelo de utilidade ou desenho ou modelo industrial ou do registo da marca de fábrica ou de comércio.

ARTIGO 5.º-bis

(1) Será concedida uma prorrogação de prazo, no mínimo de três meses, para o pagamento das taxas relativas à conservação dos direitos de propriedade indus-

trial, mediante o pagamento de uma sobretaxa, se alguma for imposta pela lei interna.

(2) Para as patentes de invenção, os países da União obrigam-se, além disso, a ampliar a prorrogação de prazo até pelo menos seis meses ou a admitir a revalidação da patente caducada por falta de pagamento de taxas, providências estas que ficarão sujeitas às condições estabelecidas na lei interna.

ARTIGO 5.º-ter

Em cada um dos países da União não serão considerados ofensivos dos direitos do titular da patente:

1.º O emprego a bordo dos navios dos outros países da União dos meios que constituem o objecto da sua patente, no corpo do navio como nas máquinas, aparelhos de mastreação, aprestos e outros acessórios, quando esses navios penetrem temporária ou acidentalmente em águas do país, contanto que tais meios sejam exclusivamente empregados nas necessidades do navio;

2.º O emprego dos meios que constituem o objecto da patente na construção ou no funcionamento dos engenhos de locomoção aérea ou terrestre dos outros países da União ou dos acessórios desses engenhos, quando estes penetrem temporária ou acidentalmente no país.

ARTIGO 6.º

A.—Qualquer marca de fábrica ou de comércio regularmente registada no país de origem será admitida a registo e como tal protegida nos outros países da União, com as restrições a seguir indicadas. Estes países poderão, antes de procederem ao registo definitivo, exigir a junção de um certificado de registo no país de origem, passado pela autoridade competente. Não será exigida qualquer legalização deste certificado.

B.—(1) Poderão todavia ser recusadas ou anuladas:

1.º As marcas que pela sua natureza envolvam ofensa de direitos adquiridos por terceiros no país em que a protecção é requerida;

2.º As marcas desprovidas de qualquer carácter distintivo ou exclusivamente compostas de sinais ou indicações que possam servir no comércio para designar a espécie, a qualidade, a quantidade, o destino, o valor, o lugar de origem dos produtos ou a época da produção, ou que se tenham tornado usuais na linguagem corrente ou nos hábitos leais e constantes do comércio do país em que a protecção é requerida. Na apreciação do carácter distintivo de uma marca deverão ter-se em conta todas as circunstâncias de facto, designadamente a duração do uso da marca;

3.º As marcas contrárias à moral ou à ordem pública, designadamente as que são de natureza a enganar o público. Fica entendido que uma marca não poderá ser considerada contrária à ordem pública pela simples razão de que infringe qualquer disposição da legislação sobre as marcas, salvo o caso de a própria disposição respeitar à ordem pública.

(2) As marcas de fábrica ou de comércio não poderão ser recusadas nos outros países da União pelo simples motivo de diferirem das marcas registadas no país de origem só por elementos que não alterem o carácter distintivo nem modifiquem a identidade das marcas na forma sob a qual foram registadas nesse país.

C.—Será considerado país de origem o país da União em que o requerente tem um estabelecimento industrial ou comercial efectivo e não fictício, e, se não tiver esse estabelecimento, o país da União em que ele tem o seu domicílio, e, se não tiver domicílio na União, o país da sua nacionalidade, no caso de ser nacional de um país da União.

D.—Quando uma marca de fábrica ou de comércio for regularmente registada no país de origem e depois noutro ou em vários outros países da União, cada uma

destas marcas nacionais será, a partir da data do registo, considerada independente da marca no país de origem, desde que se conforme com a lei interna do país de importação.

E.—A renovação do registo de uma marca no país de origem não implicará em caso algum a obrigação de renovar o registo nos outros países da União em que a marca tenha sido registada.

F.—O benefício da prioridade mantém-se em relação às marcas submetidas a registo dentro do prazo fixado no artigo 4.º, ainda que o registo no país de origem seja posterior ao termo desse prazo.

ARTIGO 6.º-bis

(1) Os países da União obrigam-se a recusar ou invalidar, quer officiosamente se a lei do país o permite, quer a pedido de quem nisso tiver interesse, o registo de marca de fábrica ou de comércio que constitua reprodução, imitação ou tradução, susceptíveis de estabelecer confusão, de uma marca que a autoridade competente do país do registo considere notoriamente conhecida ali como marca de uma pessoa a quem a presente Convenção aproveita e aplicada a produtos idênticos ou semelhantes. O mesmo sucederá quando a parte essencial da marca constitua reprodução de marca notoriamente conhecida ou imitação susceptível de estabelecer confusão com esta.

(2) Deverá conceder-se um prazo mínimo de três anos para se propor a anulação do registo destas marcas. O prazo correrá da data do registo da marca.

(3) Não se fixará prazo para o pedido de anulação dos registos obtidos de má fé.

ARTIGO 6.º-ter

(1) Os países da União acordam em recusar ou anular o registo e em impedir, por meio de providências adequadas, o uso, sem autorização das autoridades competentes, quer como marcas de fábrica ou de comércio, quer como elementos dessas marcas, de armas, bandeiras e outros emblemas de Estado dos países da União, distintivos e sinetes oficiais de fiscalização e de garantia por eles adoptados, bem como qualquer imitação relativa à heráldica.

(2) A interdição dos distintivos e sinetes oficiais de fiscalização e de garantia só se aplica aos casos em que as marcas que os incluem se destinam a ser usadas em mercadorias do mesmo género ou semelhante.

(3) Para a aplicação destas disposições, os países da União acordam em dar a conhecer reciprocamente, por intermédio da secretaria internacional, a lista dos emblemas de Estado e distintivos e sinetes oficiais de fiscalização e de garantia que eles desejem colocar, de uma maneira absoluta ou em certa medida, sob a protecção do presente artigo, bem como todas as modificações ulteriormente introduzidas nessa lista. Cada país da União porá à disposição do público, em devido tempo, as listas notificadas.

(4) Qualquer país da União poderá, no prazo de doze meses, a contar da data do recebimento da notificação, transmitir ao país notificante, por intermédio da secretaria internacional, as suas eventuais objecções.

(5) Em relação aos emblemas de Estado notoriamente conhecidos, as disposições previstas na alínea (1) aplicar-se-ão somente às marcas registadas depois de 6 de Novembro de 1925.

(6) Em relação aos emblemas de Estado que não sejam notoriamente conhecidos e aos distintivos e sinetes oficiais, estas disposições só se aplicarão às marcas registadas mais de dois meses depois da data do recebimento da notificação prevista na alínea (3).

(7) Nos casos de má fé, os países terão a faculdade de anular o registo das próprias marcas registadas antes de 6 de Novembro de 1925 que contenham emblemas de Estado, distintivos e sinetes.

(8) Os nacionais de cada país que forem autorizados a usar emblemas de Estado, distintivos e sinetes dos seus países poderão utilizá-los, ainda que sejam semelhantes aos de outro país.

(9) Os países da União obrigam-se a impedir o uso não autorizado no comércio das armas de Estado dos outros países da União, quando esse uso possa induzir em erro acerca da origem dos produtos.

(10) As disposições precedentes não obstam a que os países exerçam a sua faculdade de recusar ou anular, pela aplicação do n.º 3.º da alínea (1) da letra B do artigo 6.º, as marcas que contenham, sem autorização, armas, bandeiras, condecorações e outros emblemas de Estado ou distintivos e sinetes oficiais adoptados por algum país da União.

ARTIGO 6.º-quater

(1) Quando, de harmonia com a legislação de um país da União, a cessão de uma marca não seja válida sem a transmissão simultânea da empresa ou do negócio a que a marca pertence, para que essa validade seja admitida bastará que a parte da empresa ou do negócio situado nesse país seja transmitida ao cessionário com o direito exclusivo de aí fabricar ou vender os produtos assinalados pela marca cedida.

(2) Esta disposição não impõe aos países da União a obrigação de considerarem válida a transmissão de qualquer marca cujo uso pelo cessionário fosse, de facto, de natureza a induzir o público em erro, designadamente no que se refere à proveniência, à natureza ou às qualidades substanciais dos produtos a que a marca se aplica.

ARTIGO 7.º

A natureza do produto em que a marca de fábrica ou de comércio deve ser aposta não pode, em caso algum, obstar ao registo desta.

ARTIGO 7.º-bis

(1) Os países da União obrigam-se a aceitar a apresentação e a proteger as marcas colectivas pertencentes a colectividades cuja existência não seja contrária a lei do país de origem, ainda que essas colectividades não possuam estabelecimento industrial ou comercial.

(2) Cada país será juiz das condições particulares em que a marca colectiva será protegida e poderá recusar a protecção se a marca for contrária ao interesse público.

(3) A protecção destas marcas não poderá, porém, ser recusada a qualquer colectividade cuja existência não contraria a lei do país de origem pelo motivo de ela não se achar estabelecida no país em que a protecção é requerida ou de não se ter constituído nos termos da legislação desse país.

ARTIGO 8.º

O nome comercial será protegido em todos os países da União sem obrigação de registo, quer faça ou não parte de uma marca de fábrica ou de comércio.

ARTIGO 9.º

(1) O produto ilicitamente assinalado por uma marca de fábrica ou de comércio ou por um nome comercial será apreendido no acto da importação nos países da União em que essa marca ou esse nome comercial tem direito a protecção legal.

(2) A apreensão far-se-á tanto no país em que se deu a aposição ilícita como naquele em que se importou o produto.

(3) A apreensão dar-se-á a requerimento do Ministério Público, de qualquer outra autoridade competente ou de quem nisso tiver interesse, pessoa física ou moral, de harmonia com a lei interna de cada país.

(4) As autoridades não são obrigadas a fazer a apreensão em caso de trânsito.

(5) Se a legislação de um país não admitir a apreensão no acto da importação, poderá essa apreensão ser substituída pela proibição de importação ou pela apreensão no interior.

(6) Se a legislação de um país não admitir a apreensão no acto da importação nem a proibição de importação nem a apreensão no interior, enquanto a legislação não for modificada nesse sentido serão estas providências substituídas pelas acções e meios que a lei desse país assegurar em tais casos aos nacionais.

ARTIGO 10.º

(1) As disposições do artigo anterior aplicar-se-ão a qualquer produto que ostente falsamente, como indicação de proveniência, o nome de uma localidade ou de determinado país, quando essa indicação for junta a um nome comercial fictício ou invocado com intenção fraudulenta.

(2) Será em qualquer caso considerado parte legítima, quer seja pessoa física quer moral, o produtor, fabricante ou comerciante que se ocupe da produção, fabrico ou comércio desse produto, estabelecido na localidade falsamente indicada como lugar de origem, na região em que essa localidade se situa, no país falsamente indicado ou no país em que se fizer uso da falsa indicação de proveniência.

ARTIGO 10.º-bis

(1) Os países da União obrigam-se a assegurar aos nacionais da União protecção efectiva contra a concorrência desleal.

(2) Constitui acto de concorrência desleal qualquer acto de concorrência contrário aos usos honestos em matéria industrial ou comercial.

(3) Deverão proibir-se especialmente:

1.º Todos os actos susceptíveis de por qualquer meio estabelecer confusão com o estabelecimento, os produtos ou a actividade industrial ou comercial de um concorrente;

2.º As falsas afirmações no exercício do comércio, com o fim de desacreditar o estabelecimento, os produtos ou a actividade industrial ou comercial de um concorrente.

ARTIGO 10.º-ter

(1) Os países da União obrigam-se a assegurar aos nacionais dos outros países da União recursos legais apropriados à repressão eficaz de todos os actos visados nos artigos 9.º, 10.º e 10.º-bis.

(2) Além disso, obrigam-se a adoptar providências que permitam aos sindicatos e associações de industriais, produtores e comerciantes cuja existência não for contrária às leis dos seus países promover em juízo ou junto das autoridades administrativas a repressão dos actos previstos nos artigos 9.º, 10.º e 10.º-bis, na medida em que a lei do país em que a protecção é requerida o permite aos sindicatos e associações desse país.

ARTIGO 11.º

(1) Os países da União, nos termos da sua lei interna, concederão protecção temporária às invenções privilegiáveis, modelos de utilidade e desenhos e modelos industriais, bem como às marcas de fábrica ou de comércio, em relação aos produtos que figurarem nas exposições internacionais, oficiais ou oficialmente reconhecidas, organizadas no território de qualquer deles.

(2) Esta protecção temporária não prorrogará os prazos fixados no artigo 4.º Se mais tarde se invocar o direito de prioridade, a Administração de cada país poderá contar o prazo desde a data da introdução do produto na exposição.

(3) Cada país poderá exigir, para prova da identidade do objecto exposto e da data da introdução, os documentos que julgar necessários.

ARTIGO 12.º

(1) Cada um dos países da União obriga-se a estabelecer um serviço especial da propriedade industrial e uma secretaria central para informar o público acerca das patentes de invenção, modelos de utilidade, desenhos ou modelos industriais e marcas de fábrica ou de comércio.

(2) Este serviço publicará uma folha periódica oficial. Serão publicados regularmente:

- a) Os nomes dos titulares das patentes concedidas, com breve descrição das invenções privilegiadas;
- b) As reproduções das marcas registadas.

ARTIGO 13.º

(1) A secretaria internacional instituída em Berna com a designação de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle é colocada sob a alta autoridade do Governo da Confederação Suíça, que estabelecerá a sua organização e fiscalizará o funcionamento.

(2) A língua oficial da secretaria internacional é a língua francesa.

(3) A secretaria internacional centraliza as informações de qualquer natureza relativas à protecção da propriedade industrial, reúne-as e publica-as. Procede aos estudos de utilidade comum que interessem à União e redige, com base nos documentos postos à sua disposição pelas diversas Administrações, uma folha periódica, em língua francesa, sobre os assuntos relativos ao objecto da União.

(4) Os números dessa folha, assim como os documentos publicados pela secretaria internacional, serão distribuídos pelas Administrações dos países da União na proporção do número das unidades contributivas adiante mencionadas. Os exemplares e documentos suplementares que forem requisitados, quer pelas ditas Administrações, quer por sociedades ou particulares, serão pagos à parte.

(5) A secretaria internacional deve conservar-se permanentemente à disposição dos países da União para lhes prestar, acerca das questões relativas ao serviço internacional da propriedade industrial, as informações especiais de que possam necessitar. O director da secretaria internacional fará um relatório anual da sua gerência, que será comunicado a todos os países da União.

(6) As despesas ordinárias da secretaria internacional serão suportadas em comum pelos países da União. Até nova ordem, elas não poderão exceder a soma anual de 120:000 francos suíços. Esta soma poderá ser aumentada, se for necessário, por decisão unânime de uma das conferências previstas no artigo 14.º

(7) As despesas ordinárias não compreendem os encargos relativos aos trabalhos das conferências de plenipotenciários ou administrativas, nem os que possam ocasionar trabalhos especiais ou publicações feitas em execução das decisões de uma conferência. Estes encargos, cuja importância anual não poderá exceder 20:000 francos suíços, serão distribuídos pelos países da União proporcionalmente à contribuição por eles paga para o funcionamento da secretaria internacional, segundo o disposto na alínea (8) seguinte.

(8) Para determinar a parte contributiva de cada país nesta soma total dos encargos, os países da União e os que a ela aderirem ulteriormente dividem-se em seis

classes, cada uma das quais contribui na proporção de um certo número de unidades, a saber:

	Unida des
1. ^a classe	25
2. ^a classe	20
3. ^a classe	15
4. ^a classe	10
5. ^a classe	5
6. ^a classe	3

Estes coeficientes são multiplicados pelo número dos países de cada classe e a soma dos produtos assim obtidos dará o número de unidades por que a despesa total deve ser dividida. O quociente dará a importância da unidade de despesa.

(9) Cada um dos países da União designará, no momento do seu acesso, a classe em que deseja ser colocado. Todavia, cada país da União poderá declarar ulteriormente que deseja ser colocado noutra classe.

(10) O Governo da Confederação Suíça fiscaliza as despesas da secretaria internacional, adianta as importâncias necessárias e elabora a conta anual, da qual será dado conhecimento a todas as outras Administrações.

ARTIGO 14.º

(1) A presente Convenção será submetida a revisões periódicas, a fim de se lhe introduzirem as modificações susceptíveis de aperfeiçoar o sistema da União.

(2) Para este efeito, haverá conferências, sucessivamente, num dos países da União entre os delegados dos ditos países.

(3) A Administração do país em que deva reunir-se a conferência preparará, com o concurso da secretaria internacional, os trabalhos dessa conferência.

(4) O director da secretaria internacional assistirá às sessões das conferências e tomará parte nas discussões, sem voto deliberativo.

ARTIGO 15.º

Fica entendido que os países da União se reservam o direito de celebrar separadamente entre eles acordos particulares para a protecção da propriedade industrial, na medida em que esses acordos não contrariem as disposições da presente Convenção.

ARTIGO 16.º

(1) Os países que não tomaram parte na presente Convenção serão admitidos, a seu pedido, a aderir a ela.

(2) Esta adesão será notificada por via diplomática ao Governo da Confederação Suíça, e por este a todos os outros.

(3) Ela implicará, de pleno direito, o acesso a todas as cláusulas e a admissão a todas as vantagens estipuladas na presente Convenção e produzirá efeitos um mês depois de expedida a notificação feita pelo Governo da Confederação Suíça aos outros países unionistas, salvo se o pedido de adesão indicar data posterior.

ARTIGO 16.º - bis

(1) Cada um dos países da União pode, a todo o tempo, notificar por escrito o Governo da Confederação Suíça de que a presente Convenção se aplica a todas ou parte das suas colónias, protectorados, territórios sob mandato ou todos os outros territórios submetidos à sua autoridade, ou todos os territórios sob suserania, e a Convenção aplicar-se-á a todos os territórios designados na notificação um mês depois de expedida a comunicação feita pelo Governo da Confederação Suíça aos outros países da União, salvo se a notificação indicar data posterior. Na falta desta notificação a Convenção não se aplicará a esses territórios.

(2) Cada um dos países da União pode a todo o tempo notificar por escrito o Governo da Confederação Suíça de que a presente Convenção deixa de aplicar-se a todos ou parte dos territórios que foram objecto da notificação prevista na alínea anterior, e a Convenção deixará de aplicar-se nos territórios designados nessa notificação doze meses depois do recebimento da notificação dirigida ao Governo da Confederação Suíça.

(3) Todas as notificações feitas ao Governo da Confederação Suíça, nos termos do disposto nas alíneas (1) e (2) do presente artigo, serão transmitidas por esse governo a todos os países da União.

ARTIGO 17.º

A execução das obrigações recíprocas contidas na presente Convenção fica subordinada, na medida em que for necessário, ao cumprimento das formalidades e regras estabelecidas nas leis constitucionais dos países da União aos quais cumpre promover a sua aplicação, o que se obriga a fazer no mais curto prazo possível.

ARTIGO 17.º-bis

(1) A Convenção vigorará por tempo indeterminado, até o termo do prazo de um ano, contado da data em que se fizer a sua denúncia.

(2) Esta denúncia será dirigida ao Governo da Confederação Suíça. A Convenção mantém-se executória para os outros países da União e a denúncia só produzirá efeitos em relação ao país em cujo nome for feita.

ARTIGO 18.º

(1) O presente acto será ratificado e os respectivos instrumentos de ratificação serão depositados em Londres o mais tardar até 1 de Julho de 1938. Entrará em vigor entre os países em cujo nome tiver sido ratificado um mês depois dessa data. Todavia, se antes disso tiver sido ratificado em nome de, pelo menos, seis países, entrará em vigor entre esses países um mês depois da data em que a apresentação da sexta ratificação lhes for notificada pelo Governo da Confederação Suíça, e, em relação aos países em cujo nome for seguidamente ratificado, um mês depois da notificação de cada uma dessas ratificações.

(2) Os países cuja ratificação não tenha sido apresentada dentro do prazo fixado na alínea anterior serão admitidos a aderir nos termos do artigo 16.º

(3) O presente acto substituirá, nas relações entre os países a que se aplica, a Convenção da União de Paris de 1883 e os actos de revisão subsequentes.

(4) Em relação aos países a que não se aplica o presente acto, mas sim a Convenção da União de Paris revista na Haia em 1925, esta última continua em vigor.

(5) Do mesmo modo, em relação aos países a que não se aplica o presente acto nem a Convenção da União de Paris revista na Haia em 1925 continua em vigor a Convenção da União de Paris revista em Washington em 1911.

ARTIGO 19.º

O presente acto será assinado em um só exemplar, o qual será depositado nos arquivos do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte. Uma cópia autêntica será remetida por este último a cada um dos Governos dos países da União.

Feito em Londres, em um só exemplar, em 2 de Junho de 1934.

Pela Alemanha:

Hoesch.
Georg Klauer.

Wolfgang Kühnast.
Herbert Kühnemann.

Pela Áustria :

Dr. Hans Werner.

Pela Bélgica :

Coppieters de Gibson.
Thomas Braun.

Pelos Estados Unidos do Brasil :

J. A. Barbosa Carneiro.

Por Cuba :

Gabriel Suárez Solar.

Pela Dinamarca :

N. J. Ehrenreich-Hansen.

Pela Espanha :

Ramón Pérez de Ayala.
Fernando Cabello Lapedra.
José García Monge.

Pelos Estados Unidos da América :

Conway P. Coe.
John A. Diemer.
Thomas Ewing.

Pela Finlândia :

J. Kautola.

Pela França :

Marcel Plaisant.
Roger Cambon.
Georges Lainel.
Georges Maillard.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte :

F. W. Leith-Ross.
M. F. Lindley.
William S. Jarratt.

Pela Austrália :

B. Wallach.

Pela Hungria :

Zoltán Schilling.

Pela Itália :

Eduardo Piola Caselli.
Luigi Biamonti.
Alfredo Jannoni Sebastianini.

Pelo Japão :

M. Hotta.
Takatsugu Yoshiwara.

Pelo Liechtenstein :

W. Kraft.

Por Marrocos :

Halgouët.

Pelos Estados Unidos do México :

Luders de N.

Pela Noruega :

B. G. Wyller.

Pelos Países Baixos :

J. Alingh Prins
J. van Hettinga Tromp.
A. D. Koeleman.
H. F. van Walsem.

Pela Polónia :

Stefan Czaykowski.

Por Portugal :

João de Lebre e Lima.
Artur de Melo Quintela Saldanha,

Pela Suécia :

Birger Lindgren.
Ake v. Zweigbergh.

Pela Suíça :

W. Kraft.

Pela Síria e o Líbano :

Marcel Plaisant.

Pela Checoslováquia :

Dr. Karel Skala.
Dr. Otto Parsch.

Pela Tunísia :

C. Billecocq.

Pela Turquia :

A. Fethi.

Pela Jugoslávia :

Dr. Janko Choumane (Suman).

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 3 de Janeiro de 1950.— O Director-Geral, *Luis Esteves Fernandes.*